

La difficile évaluation des pertes

Auteur : LCL Porte

Alors que les colonnes des journaux et les annexes des ouvrages traitant de la guerre sont pleines de références chiffrées aux pertes subies par les belligérants lors des différents conflits, il apparaît, dès que l'on creuse un peu cette question, que le sujet est l'un des plus difficiles à traiter. Dans l'immense littérature ayant trait à la Grande Guerre, les exemples sont innombrables de références aux pertes subies. Qu'il s'agisse de témoignages individuels ou de récits plus collectifs, pratiquement chaque volume publié évoque cette question et l'on est profondément touché par les descriptions de ces pertes, car derrière chaque chiffre, il y a des noms ; derrière chaque statistique, il y a des individus. Dès les premières lignes de sa préface à *l'Histoire d'une compagnie*, Ernest Lavisse en donne un bon exemple :

« A Verdun, pendant les derniers jours du fort de Vaux, la 8^e compagnie du 101^e régiment d'infanterie qu'il commandait avait reçu pour mission de défendre le retranchement 1 du fort. Sous un bombardement effroyable, elle repoussait cinq assauts en quatre jours et 'maintint l'inviolabilité de sa position'. Mais elle était réduite à quelques hommes qui furent, peu de temps après, répartis dans les autres compagnies. La 8^e compagnie du 101^e régiment d'infanterie était morte au champ d'honneur »¹.

Est-ce à dire pour autant, au-delà du sacrifice bien réel de ces hommes et de

l'émotion qu'il inspire, que les quelques 130 poilus de la compagnie disparaissent au cours de ces combats qui furent parmi les plus meurtriers ? Non, bien sûr. De par sa durée, la diversité des situations individuelles, la variété des théâtres d'opérations et l'ampleur des pertes cumulées, la Première Guerre mondiale est parfaitement emblématique à cet égard et, à titre d'exemple, nous nous intéresserons principalement à elle.

De quoi parle-t-on ?

Le bilan de la Grande Guerre est effrayant : les chiffres fréquemment cités nous parlent de plus de dix-huit millions de morts dont dix millions de militaires. Plus de 1 350 000 soldats français tués, entre 1 670 000 et 2 040 000 soldats allemands selon les évaluations... Et encore, ces chiffres ne peuvent-ils être acceptés (avec une précision relative) que pour les grandes nations occidentales fortement administrées, comme la France, le Royaume-Uni ou l'Allemagne. Il en va tout autrement pour les partenaires orientaux et balkaniques des deux grandes alliances, qu'il s'agisse de la Serbie ou de la Bulgarie et de la Turquie². Pour ces Etats, il est rare que l'on trouve les mêmes chiffres et les « fourchettes » peuvent aller du simple au double. Il n'existe que des évaluations plus ou moins fiables, à la fois du fait des approximations de l'époque dans la gestion globale des effectifs et à cause des nombreuses destructions intervenues depuis l'entre-deux-guerres dans les archives concernées (crises intérieures et changements violents de régime, Seconde Guerre Mondiale, etc.). Par ailleurs, sur ces fronts extérieurs, les pertes civiles sont

¹ Capitaine Delvert, *Histoire d'une compagnie. Main de Massiges-Verdun, novembre 1915 - juin 1916*, Berger-Levrault, Paris-Nancy, 1918.

² Le type même de chiffres donne une indication précieuse : à l'unité près pour la Belgique (42 987

tués) ou le Canada (64 944), mais grossièrement arrondis pour la Turquie (entre 800 000 et 1 000 000 selon les sources).

généralement plus élevées que sur le front occidental, pour des raisons qui tiennent généralement aux séquelles de la guerre plus qu'aux opérations militaires elles-mêmes (pénurie alimentaire, épidémies, etc.), mais ces conséquences interagissent également avec l'état moral des armées en campagne. Enfin, sur les théâtres africains, les troupes supplétives et les recrues indigènes plus ou moins irrégulières sont très rarement comptabilisées (y compris parfois même à l'engagement), et il est particulièrement difficile d'évaluer, par exemple, quelles ont pu être les pertes dans les rangs des milliers de porteurs qui accompagnent les colonnes des différents belligérants dans les campagnes du Cameroun ou d'Afrique orientale entre 1914 et 1918.

Durant l'entre-deux-guerres, les anciens belligérants ont rendu publiques de nombreuses études officielles sur cette question³. Pourtant, de nombreux chiffres circulent, parfois minorés ou majorés en fonction des choix personnels (intellectuels ou idéologiques) de tel ou tel auteur. En approche des commémorations du centenaire de la Grande Guerre, on voit ressurgir aujourd'hui les déclarations les plus radicales et les moins crédibles. Or, affirmer que la population corse a pu être victime pendant la Grande Guerre, à travers ses soldats, de pertes bien supérieures à la réalité, n'est pas innocent. De même, le mythe d'une Bretagne saignée à blanc, avec des pourcentages de pertes deux fois plus élevés que la moyenne nationale⁴ et la

légende des 400 000 morts bretons correspond bien à une reconstruction politique ultérieure, alors que les chiffres réels paraissent s'établir autour de 200 à 250 000. Dans le même esprit, la présentation des régiments de tirailleurs d'Afrique du Nord ou d'Afrique noire comme véritable « chair à canon » répond à un souci de présentation partisane que conteste une analyse rigoureuse.

Enfin, vouloir comparer des pourcentages de pertes entre les différents belligérants et les différents fronts exige, d'abord, de connaître les effectifs réels engagés et la structure des grandes unités. Raisonner en nombre de divisions engagées dans les combats est parfaitement trompeur à double titre : celui de l'effectif total rarement comparable de chaque formation et celui de la proportion des différentes armes au sein de chacune d'elles. Sur le front occidental, une division américaine compte un effectif total presque double de celui d'une division française ; dans les Balkans, une division d'infanterie bulgare totalise presque autant de baïonnettes qu'un corps d'armée français ; sur les fronts ottomans, à partir de 1916, les divisions turques ne disposent généralement que de moins de 3 000 soldats, soit moins du quart de leur effectif théorique. Dans le même ordre d'idées, les troupes coloniales françaises engagées au Cameroun comptent en moyenne 4 porteurs indigènes par officier, alors que ce chiffre peut atteindre 10 porteurs par officier pour les contingents britanniques : il en résulte nécessairement de grandes différences de

³ Pour la France, on peut consulter le « Rapport sur le bilan des pertes en morts et en blessés des nations belligérantes », Louis Morin, *Journal Officiel*, Documents parlementaires, 1920 (la même année parution chez Lavauzelle de *Etude statistique des pertes subies par les Français pendant la guerre 1914-1918*, du médecin inspecteur général Toubert), ou les *Données statistiques relatives à la guerre 1914-1918*, Imprimerie nationale, 1922. Pour le Royaume-Uni, *Statistics of the Military Effort of the*

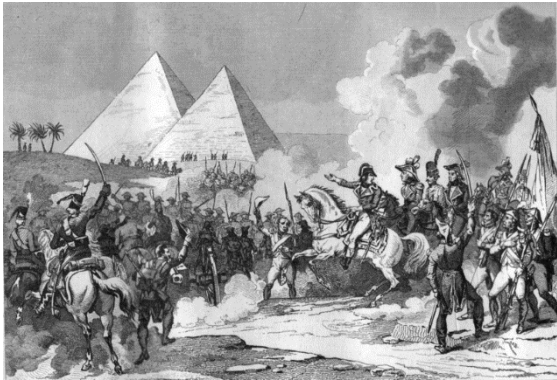
British Empire during the Great War, 1914-1920, War Office, Londres, 1922, et à partir de la même année le monumental *Official Medical History of the War*, en 13 volumes. Pour l'Allemagne, *Sanitätsbericht über das deutsche Heer im Weltkrieg 1914-1918*, Inspection du Service de santé de l'armée allemande, Berlin, 1934.

⁴ Un exemple de ce type d'affirmations est donné dans *Comment peut-on être Breton ?*, Morvan Lebesque, éditions Le Seuil, 1970.

recrutement, plus ou moins volontaire ou contraint, et donc des pertes difficilement comparables.

Essayons donc d'y voir un peu plus clair :

Qu'entend-t-on généralement par « pertes » ? Selon la terminologie française, il faut distinguer entre les tués, les blessés, les prisonniers et les disparus. Mais ces distinctions ne sont pas unanimement reprises par tous les belligérants et par ailleurs elles ne prennent pas en compte la question des malades. Il faut donc sans doute raisonner en termes d'inaptitude définitive ou temporaire au combat.



Cliché : DR

Sans remonter plus avant, les campagnes de la Révolution et de l'Empire fournissent de nombreux exemples de la diminution du potentiel opérationnel d'une armée du simple fait des conditions sanitaires. La campagne d'Italie de 1796, voit ainsi 14 000 hommes environ, sur un peu plus de 30 000, mourir de malnutrition et des épidémies, dont le typhus. La situation est généralement plus catastrophique encore lorsqu'il s'agit d'opérations ultramarines : à l'issue de la campagne d'Égypte, en 1798, on compte de l'ordre de 11 000 morts (en particulier de la peste) sur 34 000 hommes ; et au cours de la malheureuse expédition de Saint-Domingue en 1800 quelques 22 000 soldats sont atteints par la fièvre jaune.

Un siècle plus tard, dans les années 1880, la campagne de Madagascar est restée dans les

mémoires par un taux de pertes essentiellement causées par les déplorables conditions sanitaires. En dépit des progrès réalisés par le Service de santé des armées à la suite de ces événements, qui constituent un véritable scandale national, d'autres opérations vont voir au XX^e siècle des forces projetées loin du territoire national connaître une forte attrition de leurs effectifs du fait de maladies. La question du paludisme au sein des armées alliées d'Orient déployées sur le front de Salonique pendant la Grande Guerre est connue, mais on oublie souvent les proportions atteintes à la fin de l'été 1916 : au plus fort de la crise, il ne reste que 80 000 hommes valides environ un effectif total théorique supérieur à 350 000. Dans de telles conditions, il est absolument impossible que le commandement puisse planifier la moindre action offensive, et l'on perçoit bien les conséquences directes de cette indisponibilité massive des troupes sur les opérations actives.

Si nous poursuivons notre cheminement dans le temps, nous retrouvons fréquemment les mêmes contraintes, sous d'autres cieux et à d'autres époques, qu'il s'agisse de la guerre d'Indochine jusqu'en 1954, à l'issue de laquelle de nombreux observateurs soulignent l'inadaptation physique d'une partie significative du corps expéditionnaire français ; ou plus proche de nous encore du cas très récent de l'opération Serval au Mali : si le nombre de morts et blessés reste proportionnellement aux effectifs engagés très faible, combien d'hommes ont été mis provisoirement hors de combat par une épidémie de gastro-entérite ?

Les pertes « par nature » :

Il semble, en première approche, que pour les « tués » la question de la détermination de leur volume ne se pose pas. Si cette impression initiale peut-être exacte à

l'échelle d'un conflit pris dans sa globalité, une rapide analyse montre que les évaluations sont beaucoup plus délicates dès que l'on souhaite s'intéresser à une partie seulement d'une campagne : qui considère-t-on comme « mort au combat » ? A partir de quelle distance du front et après quel délai un blessé grave évacué et ultérieurement décédé ne peut-il plus être pris en compte ? Comment comptabiliser le soldat décédé dans un hôpital des Pyrénées Atlantiques trois semaines après sa blessure ? Outre que la réglementation sur ce point est à la fois imprécise et fluctuante, il faut tenir compte du fait que les législations ou réglementations nationales de chaque belligérant sont différentes, ce qui complique pour le moins toute tentative de comparaisons.

Pour les « prisonniers » et « disparus », les chiffres sont par nature rapidement contingents, voire aléatoires, au moins dans un premier temps, et l'évolution de la situation individuelle des hommes dans le temps peut conduire à de grandes distorsions dans les chiffres présentés. Comment doit-on comptabiliser les hommes initialement considérés, à l'issue de telle ou telle bataille en 1914 – 1918, comme « disparus » mais qui parvinrent ensuite, après parfois plusieurs mois, à rejoindre leur unité en passant par la Hollande ou par la Suisse ? Les milliers de prisonniers français du Vietminh qui décèdent avant la libération des camps de rééducation à la fin de la guerre doivent-ils faire l'objet d'un classement spécifique (« morts en détention »), distinct de celui des « tués » et des « prisonniers » ?

Le cas des blessés est encore plus délicat à traiter. Au cours d'un même engagement, et a fortiori au cours de la même campagne, le même soldat peut être contraint de se rendre à plusieurs reprises au poste de secours ou à l'ambulance du corps et être éventuellement brièvement conduit vers l'immédiat arrière-

front pour bénéficier de quelques soins. Le même homme blessé trois fois est-il comptabilisé trois fois ? Totalise-t-on les blessés ou les blessures ? Pendant la campagne de Crimée, pour un effectif d'environ 150 000 hommes, le chiffre des hospitalisations temporaires atteint 310 000. Statistiquement, tous les soldats auraient-ils été blessés deux fois ?

Pour les malades enfin, évoqués il y a quelques lignes, la question de leur indisponibilité dans l'unité reste posée. Ont-ils été simplement vus par un médecin du corps de troupe et placés au repos quelques jours ? Ont-ils été évacués vers un hôpital de campagne ou temporaire le temps de recevoir des soins plus complets ? Ont-ils été finalement classés comme inapte au service actif ?

Cette dernière interrogation, qui concerne autant les blessés que les malades, n'est pas anodine, en particulier pour les conflits qui se prolongent et engendrent des effectifs importants. Même un moment déclaré inapte, un soldat peut repasser devant une commission médicale quelques mois plus tard et être à nouveau déclaré « bon pour le service » et reprendre alors sa place dans une unité. Eventuellement, s'il bénéficie toujours d'une invalidité partielle ou d'une incapacité relative à servir en première ligne, il pourra être affecté dans un emploi sédentaire, sur un poste d'administration ou de gestion. N'en redevient-il pas pour autant disponible au bénéfice de l'ensemble de l'armée considérée, et comment faut-il dès lors le comptabiliser ?

Les pertes selon l'emploi ?

Pour le commandement militaire, le terrain sur lequel une unité est engagée peut être défini par une zone géographique rectangulaire, que l'on nomme un faisceau, dont les limites gauche et droite sont nettement définies (ligne passant par un

ruisseau, un bois, un village, etc.), sauf aux points extrêmes de la ligne des contacts ; et dans la profondeur du champ de bataille, se succèdent les niveaux de responsabilité (bataillon, régiment, brigade, division, corps d'armée, armée).

Dans ces conditions, il pourrait sembler plus facile d'évaluer les pertes à l'échelon le plus bas de l'organigramme militaire, à l'occasion d'un engagement particulier, que dans le cadre plus vaste de l'ensemble d'une campagne. Tel jour à telle heure une unité est engagée à tel endroit, elle est retirée des lignes à tel moment et entre ces deux instants elle a vu disparaître x soldats tués, blessés, prisonniers ou disparus. Cependant, non seulement cette méthode ne fait que réduire l'échelle d'analyse sans modifier les causes d'erreurs, mais encore elle ajoute d'autres paramètres qui conduisent à fausser les totaux.

A Verdun, en 1916, le front actif est de l'ordre d'une quinzaine de kilomètres, mais jusqu'où faut-il l'étendre en profondeur pour tenir compte des feux de l'artillerie. Lorsqu'un organisme du Service de santé est atteint par les obus au sud de la ville, le long de la voie ferrée, comment doivent être comptabilisés les soldats tués ou à nouveau blessés, alors qu'ils sont en cours de traitement ou en attente d'évacuation dans cet établissement ? Pendant la bataille de la Marne, au débit de quelle armée porter les soldats disparus de divisions prêtées provisoirement au cours des combats d'une armée à l'autre, comme entre Franchet d'Espérey et Foch à l'ouest des marais de Saint-Gond ? Durant la 'course à la mer', dans quelle colonne inscrire les morts et blessés d'un corps d'armée passant de fait d'un secteur à l'autre pendant la bataille elle-même du fait de l'évolution de la situation générale, comme dans la région d'Arras ?

Sans revenir sur le cas du soldat Augustin Perruchon, déclaré mort le 10 novembre

1918 alors qu'il a été tué le 11 (« le dernier mort français de la guerre »), une définition strictement temporelle n'est souvent guère plus satisfaisante. Si le début d'une opération offensive est théoriquement connu avec exactitude puisque les unités sont normalement engagées à partir d'une heure précise, il n'en est pas toujours de même pour sa conclusion : faut-il comptabiliser les pertes du Chemin des Dames en 1917 jusqu'au 29 avril ou inclure celles du début du mois de mai ? Pour les armées de réserve par exemple (10^e du général Duchêne, lancée à partir du 18 avril en particulier et 4^e du général Anthoine), ce simple changement de date modifie totalement les volumes concernés.

Il n'est, par ailleurs, pas toujours facile d'évaluer exactement ces mêmes pertes lorsque la bataille est terminée. On le voit bien à l'issue de cette offensive du Chemin des Dames qui a fait, et fait encore, couler tant d'encre, lorsque les chiffres donnés par Painlevé et par Mangin diffèrent de plusieurs milliers d'hommes, le second accusant le premier d'avoir comptabilisé deux fois certaines unités coloniales, mais sans prendre en compte lui-même les brigades russes.

L'évaluation des pertes par l'administration militaire :



Cliché : DR

Il pourrait sembler pertinent, sur un tel sujet, de faire référence aux archives des services

médicaux et hospitaliers, en considérant que l'armée française est une institution très administrée qui conserve la trace écrite de tous les mouvements de personnel et de matériel. Acceptable en temps de paix, cette proposition l'est beaucoup moins durant les phases d'opérations actives. Cette situation a été reconnue dès l'entre-deux-guerres par le Service historique :

« Les pertes subies pendant la bataille de la Marne et la poursuite ne peuvent être établies exactement, car nombre d'unités ont fourni leurs états de pertes irrégulièrement, et en y englobant des journées antérieures à la bataille ou postérieures au 14 septembre »⁵.

Les documents administratifs peuvent donc être trompeurs, même lorsqu'ils sont correctement tenus, ce qui n'est pas toujours le cas. La consultation des archives des unités engagées dans les batailles de la Sambre, les 22 et 23 août 1914, permet ainsi de constater que, si les documents donnent des chiffres relativement précis pour les régiments de la 5^e DI (répartition entre officiers et troupe, tués, blessés, prisonniers et disparus), il en va tout autrement à la 19^e ou à la 38^e DI, qui ne fournissent que des totaux bruts. Dans le même ordre d'idée, au moment de la bataille de Morhange, la « situation des cinq jours », qui permet théoriquement de retrouver l'effectif exact d'une unité, couvre la période du 16 au 20 août 1914. La différence peut être minime s'agissant des premiers jours d'opérations actives, mais qu'en est-il quelques semaines ou quelques mois plus tard ? Il est en fait impossible d'identifier avec précision les pertes d'une journée de combat isolée.

Ces réserves peuvent être mineures tant que les documents conservés dans les archives

peuvent être considérés comme fiables. Or, on trouve à plusieurs reprises des allusions pour le moins ambiguës à ces questions dans les nombreux ouvrages de mémoire et souvenirs publiés après la Grande Guerre par des membres du Service de santé des armées, mais c'est sans doute dans La grande pagaie que ce thème est le plus longuement abordé, à propos d'une demande par le GQG de statistiques sur les « pieds gelés » à l'armée de Verdun pendant la grande bataille de 1916. L'extrait mérite d'être cité longuement :

« Que veut dire le nombre de pieds gelés ? Est-ce le nombre d'hommes, est-ce le nombre de pieds ? Que veut dire l'année dernière ? Est-ce l'année finissant le 31 décembre, est-ce l'hiver dernier finissant au printemps ? Que veut-dire la 3^e Armée l'année dernière ? Alors qu'aucune des divisions qui sont dans l'armée aujourd'hui n'y était l'année dernière ? Faut-il rechercher nos divisions de l'année dernière ? C'est impossible, nous n'avons aucun moyen de savoir où elles sont. Faut-il demander à nos divisions actuelles ? Mais aucune n'était devant Verdun l'année dernière et nous avons même des divisions nouvellement créées. Et comment supposer que les médecins-divisionnaires aient emporté dans leur cagna la statistique de l'année dernière ? ... Je décidais donc de ne transmettre à personne la question posée par Chantilly, de n'envoyer aucune circulaire ni aucun télégramme, de fiche la paix la plus profonde aux troupes combattantes de Verdun et, le lendemain, à neuf heures du matin, j'empoignais le téléphone du bureau. J'appelais Dopter qui accourut.

« - Vous avez la réponse, interrogea-t-il ? Combien de pieds gelés l'année dernière dans la 3^e Armée ?

Et je répondis froidement : « 102 487. »

⁵ Note du Service historique, Etat-major de l'armée, 7 octobre 1932.

- Comment, s'écria-t-il, mais c'est plus que toutes les autres armées ! Cela va faire un total formidable ! »

Je compris que ce chiffre ne faisait pas plaisir et comme je ne suis pas entêté, je dis à Dopter :

- Je n'y puis rien. Vous avez bien noté ? 22 487.
- Ah ! dit Dopter, j'avais entendu 102 000.
- Mais non ! 22 000, 22 487.

Le chiffre faisait plaisir. Tout alla bien. Il me remercia vivement. Et voilà comment j'ai fait la statistique des pieds gelés sans embêter personne »⁶.

Tous les comptes rendus n'ont pas été effectués avec la même légèreté, mais il est évident que, durant les périodes d'afflux de blessés plus ou moins graves dans les centres de soins, les médecins avaient bien d'autres choses à faire qu'à tenir à jour une comptabilité minutieuse. Ils régularisaient ensuite, de façon plus ou moins rigoureuse.

Le débat ne concerne pas que l'armée française et peut être étendu, pour des causes diverses, à tous les belligérants. Ainsi, les pertes allemandes de la Première Guerre mondiale sont officiellement calculées sur le front Ouest en distinguant entre « Secteur français » et « Secteur anglais »⁷, ce qui rend très délicates les évaluations pour les périodes durant lesquelles les deux armées alliées combattirent côte à côte, voire lorsque les unités furent mêlées sur le terrain, comme ce fut le cas pendant les batailles de l'Yser, d'Ypres et des Flandres à l'hiver 1914 – 1915, ou à partir de l'été 1918 avec l'emploi systématique par Foch d'unités de la réserve générale dans les secteurs essentiels du front. Par ailleurs, les calculs ultérieurs sont

d'autant plus difficiles à élaborer que, curieusement, les Belges sont comptés dans le « Secteur français » et les Américains dans le « Secteur anglais », alors que la réalité de leur emploi fut exactement inverse.

S'imposer une grande prudence dans l'analyse des chiffres :

Prenons quelques exemples. Pendant la campagne du Mexique sous le Second empire, l'effectif du corps expéditionnaire passe de 3 000 hommes à l'issue des premiers débarquements de troupes en janvier 1862 à plus de 46 700 à son maximum peu avant la fin de la campagne. Or, en cinq ans, les pertes s'élèvent non seulement à 1 960 morts et 2 560 blessés, mais aussi à plus de 90 500 malades, pour un certain nombre d'entre eux évacués vers la métropole. Parallèlement, pour conserver autant que possible aux unités leur effectif théorique, les pertes subies sont (partiellement) compensées par l'arrivée de nouveaux contingents au fur et à mesure des besoins. Il ne peut matériellement, cependant, y avoir plus de pertes que d'hommes présents sur le théâtre d'opérations : est-il possible d'établir un ratio global, fiable et précis, pour l'ensemble de l'opération, ou faut-il se contenter de points de situation très ponctuels donnant tel jour, à l'occasion de tel événement, tel pourcentage ?

On constate la même difficulté à retrouver des chiffres précis à propos de la guerre de 1870 – 1871. Sur un effectif total passé au fil des mois sous les armes de l'ordre de 900 000 hommes, on compterait plus de 620 000 victimes, toutes classifications (tués, blessés, prisonniers, disparus) confondues, mais aussi par exemple 17 240 morts en

⁶ Dr. A. Javal, *La grande pagaïe (1914-1918)*, Denoël, 1937, 329 pages, pp. 232-233.

⁷ *Deutsches Jahrbuch 1924 – 1925*. Par ailleurs, les totaux ne distinguent pas entre les tués, blessés, prisonniers et disparus.

captivité et 9 000 malades évacués vers les hôpitaux éloignés de la zone des opérations. Au total, de l'ordre de 650 000 pertes plus ou moins temporaires, soit plus de deux tiers de l'effectif total. Mais ce chiffre, on le voit bien, est sans rapport avec la réalité du nombre de tués.

Au regard de ces données objectives, chacun comprend que les affirmations cent fois répétées dans la littérature reposent parfois sur des bases bien fragiles.

Conséquences des pertes :

La question de l'évaluation des pertes, outre les aspects mémoriels ultérieurs, est pourtant d'une grande importance pendant la campagne elle-même, dans la conduite des opérations. A défaut d'estimations aussi exactes que possible, le commandement se leurre et ne peut plus effectuer les choix pertinents dans l'emploi des forces. Chaque guerre donne des exemples d'unités réduites à un effectif squelettique, que l'on s'obstine à baptiser « divisions » alors qu'elles comptent au mieux l'effectif d'un régiment. L'accumulation progressive des pertes finit, inévitablement, par provoquer localement une telle usure parmi les belligérants que la dégradation de la situation tactique est susceptible d'entraîner, en cascade, de profondes conséquences à l'échelle d'un théâtre d'opérations. C'est ainsi qu'après avoir perdu entre juillet et octobre 1916 de l'ordre de 550 000 hommes, alors qu'elles étaient dans une posture générale défensive, les unités allemandes de la Somme étaient sur le point de rompre lorsque les Alliés furent contraints, du fait de leurs propres pertes et

de la détérioration des conditions météorologiques, de cesser leurs assauts. Les généraux qui exerçaient leur commandement au front en étaient à faire préparer le repli de leurs corps d'armée et Armées⁸.

Dans le même ordre d'idées, la proportion élevée de disparus et prisonniers dans le chiffre global des pertes austro-hongroises, qui représente avec près de 2,2 millions d'hommes presque la moitié des pertes totales de la Double-Monarchie (environ 4 600 000 hommes), peut surprendre et pose la question de la composition même de l'armée impériale et de l'adhésion des populations minoritaires à son projet politique. Cet élément est en effet particulièrement significatif sur le front russe (1 400 000 prisonniers et déserteurs pour des pertes totales s'élevant à 2 800 000 hommes) où le sentiment slavophile peut s'exprimer et, en l'absence de raisons objectives, peut s'expliquer par une combattivité moindre de nombreuses unités recrutées parmi les minorités de l'empire des Habsbourg, dont des régiments entiers se rendent rapidement dès 1915. Dans ses souvenirs publiés peu après la guerre⁹, le général von Arz, chef d'état-major général autrichien, évoque ainsi le cas de milliers de soldats austro-hongrois détenus en Russie, libérés au début de l'année 1918 et réintégrés dans différentes divisions sur le front italien ou celui des Balkans, qui furent à nouveau déclarés prisonniers ou disparus au cours des mois suivant. Outre les conséquences qu'il est possible d'en tirer sur la cohésion intérieure réelle de l'armée et de l'empire, se pose inévitablement pour le sujet qui nous occupe celui de la

⁸ On se reportera sur ce point aux souvenirs du général von Falkenhayn, *Le commandement suprême des armées allemandes, 1914-1916*, édition annotée et commentée par Rémy Porte, SOTECA 14-18 Editions, Saint-Cloud, et aux mémoires du général Ludendorff, *Souvenirs de guerre*, 2 vol., Payot, Paris, 1931 (rééd.).

⁹ Général von Arz, *Zur Geschichte des Großen Krieges 1914-1918*, Rikola Verlag, Vienne, 1924, rééd. Akademischer Druck und Verlangsanstalt, Graz, 1969.

comptabilisation de ces prisonniers : ils figurent au moins deux fois dans les chiffres publiés après la guerre (une fois en Russie, une fois en Italie), pour un total qui est loin d'être négligeable.

En conclusion, si le choix a été fait de choisir essentiellement les exemples donnés dans l'histoire de la Première Guerre mondiale, chacun a compris que non seulement le sujet n'est pas limité à la période 1914-1918, mais encore qu'il reste d'une grande actualité.



Cliché : DR

A partir de la seconde moitié du XX^e siècle, l'évaluation des pertes est encore compliquée par le développement des conflits dits « irréguliers » sous différentes formes, dans lesquels les combattants ne sont pas clairement identifiés et qui comprennent toujours l'implication de la population civile. Pendant la guerre d'Indochine, les pertes données pour être celles du Vietminh sont toujours des évaluations très larges, oscillant parfois du simple au double, estimées à partir de données plus ou moins objectives (nombre de cadavres ennemis retrouvés). Nul ne sait exactement à quel niveau fixer les pertes afghanes entre 2001 et 2013, du fait des opérations militaires elles-mêmes, des

« pertes collatérales » et des conflits inter-afghans qui s'ajoutent à l'intervention extérieure. Nous en sommes réduits à des estimations. Même lorsque l'adversaire principal est une armée régulière, le volume exact des pertes est difficile à évaluer, et celui des Irakiens lors de l'opération *Desert Storm* en 1991 reste l'objet de débats. L'irruption de la population civile dans le conflit, parallèle à celle des médias sur les théâtres d'opérations, pose, on le sait bien, d'importantes et nouvelles questions aux chefs militaires comme aux autorités politiques. Vouloir évaluer avec précision les pertes semble donc devenu un sujet aussi bien politique et médiatique que militaire. Mais n'était-ce pas déjà le cas à la fin du XIX^e siècle lors de la première campagne de Madagascar ou au début du XX^e durant la Grande Guerre ?

Il n'était bien sûr pas question ici de mettre en doute le sacrifice individuel des hommes victimes de la guerre, pas plus qu'il ne s'agissait de nier la réalité des pertes. On l'a vu, nous souhaitons davantage poser des questions, amener les historiens à s'interroger afin de ne pas tomber dans le piège fréquemment tendu des affirmations péremptoires et des dérives partisans. La plus grande prudence est indispensable, non seulement dans l'énoncé mais encore dans l'utilisation des chiffres généralement admis. Toute affirmation devrait être vérifiée à partir d'autres sources, en tenant compte des critères de détermination propres à chaque étude (et souvent fort différents de l'une à l'autre), ce qui est souvent difficile. Dans tous les cas néanmoins, il convient de préciser que les chiffres annoncés donnent des ordres de grandeur, plus ou moins vraisemblables ou probables, et il est parfois préférable de distinguer entre les pertes définitives (tués) et les pertes temporaires à un moment et en un lieu précis. Cette exigence de rigueur est aussi une manifestation d'honnêteté intellectuelle.